



Bulletin de la Fédération des Associations de Défense de l'Habitat Fluvial

Numéro de avril 1998

L'escargot qui flotte

Fédération ADHF

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Elle aura lieu ^{20^u 30}

le 6 mai 1998 à 21H

sur le bateau MELODY

stationné Pont de Tolbiac (R6)

Quelques nouvelles du front

Un grand nombre d'entre vous ont reçu, daté du 20 mars 1998 un "Dernier avant poursuites" concernant l'application de l'abattement R2 que VNF a oublié de nous appliquer, suite à la lenteur des services de la navigation pour établir les Conventions d'Occupation Temporaire.

Vous trouverez dans cet escargot le courrier que nous avons adressé à Mr Chenevez pour nous étonner de ce genre de pratique.

Il n'est cependant pas inutile de rappeler que les bateaux qui sont actuellement en situation de se voir autorisés peuvent prétendre à l'application de cet abattement, mais, nous aurons beaucoup de mal à obtenir qu'un bateau n'ayant pas tous les éléments pour obtenir sa COT ne se voit pas relancé pour le paiement de la redevance sans abattement.

Les éléments nécessaires et indispensables sont :

Le permis de navigation

L'immatriculation

L'attestation d'assurance pour le renflouement

L'attestation de bon état de la coque.

Dans un autre chapitre, vous trouverez également dans ce mini journal la lettre que nous avons envoyée au ministère des transports (avec copie à Mr CHENEVEZ) concernant la modification des conditions de délivrance du permis de conduire les Péniches de Plaisance.

Nous n'avons à ce jour reçu de réponses pour aucun de ces courriers et nous porterons ces questions devant la commission consultative de 22 Avril prochain.

Bien sur, nous en reparlerons longuement lors de l'assemblée générale du mercredi 6 mai où, j'en suis certain, vous viendrez nombreux

O.G.

SOMMAIRE

Assemblée générale	p 1
Quelques nouvelles du front	p 1
Appel à cotisation	p 1
Lettre à VNF	p 2
Lettre type	p 2
Lettre à Mr Gayssot	p 3
Le Bras de Marly en émoi	p 3
VNF et la province	p 4
A Toulouse	p 4
Fête de la Pentecôte	p 5
Jazz à Samois	p 6

Appel de cotisations

L'ADHF-F est une fédération dont les membres sont des associations, déclarées ou de fait, regroupant des bateaux logements ou de plaisance. Ces associations cotisent au prorata du nombre de bateaux qu'elles représentent (1 adhérent = 1 bateau). A chacun de s'assurer que son association a bien cotisé pour 1998, et qu'elle a un représentant au Conseil

La cotisation est de 50 francs par bateau. Vous pouvez envoyer vos chèques ou régler le soir de l'assemblée générale

Trésorier : Damien Bressy - Bateau Lagaffe - Rue Waldeck Rousseau - 91100 Corbeil Essonnes

Siège social : Bateau Corjano - Quai aux Dames - 91210 - Draveil

Olivier GUILLE
Bateau REFRAIN
Chemin de halage
77920 SAMOIS sur SEINE
Président de l'ADHF-F

Samois le 22 Mars 1998

Monsieur Bernard CHENEVEZ,
Directeur général du PAP
Directeur régional de VNF
2 Quai de Grenelle
75 732 PARIS CEDEX 15

Monsieur le directeur,

Depuis hier midi le téléphone ne cesse de sonner sur les bateaux des différents responsables du bureau de l'ADHF-F. En effet une importante série de "DERNIER AVIS AVANT POURSUITES" a été émise en date du 20 Mars 1998 par vos services comptables.

Ces avis concernent l'abattement pour équipements sur l'année 1996 que se sont calculés nos adhérents, ainsi que nous leur avons conseillé de le faire.

Lors de la réunion de la commission consultative au cours de laquelle nous vous avons informé de cette décision, vous nous aviez fait connaître votre désaccord, arguant du fait que certains bateaux allaient s'appliquer des abattements auxquels ils n'auraient pas droit. Cependant, Monsieur COUTEL avait reconnu que lorsque ce calcul s'avérerait justifié, vos services en tiendraient compte au cas par cas, il l'a d'ailleurs confirmé par courrier du 16 décembre 1997 aux adhérents de l'association de DRAVEIL.

Nous sommes donc extrêmement surpris par l'attitude agressive de vos services qui adressent de façon systématique un "DERNIER AVIS AVANT POURSUITES" alors qu'aucun des bateaux concernés n'a reçu au moins un premier RAPPEL, et qu'en tout état de causes vos services n'ont jamais émis d'accusé réception aux paiements reçus.

Dans beaucoup de cas les propriétaires de bateaux logements ont fait un effort énorme afin de s'acquitter d'un retard de facturation dont ils ne sont pas responsables.

Ces mêmes propriétaires font aujourd'hui les frais de la lenteur des subdivisions à traiter les dossiers en leur possession.

Vous reprochez régulièrement à nos adhérent de ne pas répondre aux courriers ou de laisser les choses traîner en longueur, il semble que vos services ne procèdent pas d'une façon différente.

Ces attitudes réciproques ne correspondent pas à la qualité du dialogue que nous avons établi ensemble depuis maintenant huit ans, et même si nous ne sommes pas toujours d'accord (et c'est heureux), nous espérons un peu plus de correction dans nos rapports avec votre administration.

La base de la négociation sur les nouveaux tarifs était établie sur un certain nombre d'éléments:

- La délivrance des COT
- L'application des abattements

De plus en plus, la lenteur de l'établissement des COT est liée à une volonté de ne pas appliquer les abattements. Beaucoup de propriétaires ont fait preuve de leur bonne foi en payant 1, 2 voire 3 ans d'arriéré en une seule fois, est-ce là votre façon de les encourager à accepter vos décisions ?

Je suis certain, Monsieur le Directeur, qu'il s'agit aujourd'hui d'un malentendu, et que nous trouverons très rapidement le moyen de mettre enfin en place la régularisation générale souhaitée par tous, dans les conditions définies par le règlement du 1er Juillet 1994.

Dans l'attente de votre réponse, voire d'un entretien si vous le jugez nécessaire, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Lettre type à envoyer à VNF

Vous nous réclamez par votre courrier daté du *date* un solde pour les factures d'occupation du domaine public fluvial concernant *période concernée* (titres n° *xxxxxxx* et n° *xxxxxxx*).

Je vous rappelle que ces factures ont été respectivement acquittées le *date* par le chèque *banque* + n° du chèque et le *date* par le chèque *banque* + n° du chèque en tenant compte des abattements auxquels nous avons droit et qui n'apparaissent pas sur votre facturation (25% pour zone aménagée, permis de navigation et 20% pour retard de facturation en 1996).

En conséquence et en accord avec la position adoptée par l'ADHF-F, je vous prie de bien vouloir remettre ces dossiers à jour.

Je vous rappelle de plus que nous sommes toujours en attente de la facturation des deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'année 1997 et que vous risquez de vous trouver de nouveau face à des difficultés de paiement des usagers qui devront acquitter simultanément trois, voire quatre factures puisque nous sommes à la fin du premier trimestre 1998.

Merci donc de bien vouloir faire le nécessaire pour remédier à cette situation.

Je vous prie d'agréer, madame, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Olivier GUILLE

Les permis

Olivier GUILLE
Président de l'ADHF-F
Bateau Refrain
Chemin de halage
77920 Samois sur Seine

Samois le 16 février 1998

Monsieur Jean Claude GAYSSOT
Ministre des Transports
Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace
Arche de la Défense Paroi Sud
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX 04

Monsieur le Ministre,

Représentant la Fédération Française de Défense de l'Habitat Fluvial je me permets de vous adresser ce courrier concernant un problème lié à la modification récente des conditions d'obtention du permis de conduire les péniches de plaisance.

En effet nous venons d'apprendre par le biais du journal FLUVIAL que le "Certificat international de capacité pour la conduite des bateaux de plaisance de navigation intérieure" était désormais limité dans la catégorie PP "Péniches de Plaisance" à la longueur de 24 mètres, et donc, que pour piloter une péniche plaisance de plus de 24 mètres, il faudrait désormais détenir un "certificat de capacité de type A " tel que celui demandé aux marinières pilotant des bateaux de commerce.

Or, en relisant le décret de loi N° 91-731 du 23 juillet 1991 paru au J.O. du 28 juillet 1991, nous constatons que dans la section I du 1er chapitre du titre II il n'est absolument pas fait mention d'une longueur maximale pour la validité du permis PP. Ce décret aurait-il été modifié récemment? sinon comment peut-on en modifier les termes?

La très grande majorité des bateaux logements est concernée par cette mesure, or les conditions de navigation de ce type de bateaux ne peuvent être comparées à celles des marinières PROFESSIONNELS ! Très peu voire jamais de navigation par temps de crue, bateaux toujours légers ou juste lestés, sans oublier que naviguant avec nos maisons sur le dos, nous avons plutôt tendance à en prendre grand soin!

En tout état de cause, les conditions actuelles de délivrance du permis PP sont pourtant très claires et permettent à la commission de surveillance de bien se rendre compte des réelles capacités des futurs pilotes qui doivent présenter l'épreuve pratique sur leur propre bateau.

Que dire alors de tous ces gens qui dès le mois d'avril louent des pénichettes "sans permis" et, au mépris de toutes les règles de navigation slaloment entre les bateaux de commerce sur tous les fleuves et canaux !

Certain que ce sujet peut être clarifié sans difficultés, je me tiens à votre entière disposition pour en discuter avec vos services, et vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir accepter l'expression de nos sentiments respectueux.

Olivier GUILLE.

Copie: Monsieur Bernard CHENEVEZ, Directeur Général du PAP, président de la commission de surveillance des bateaux à propulsion mécanique de PARIS

Le Bras de Marly en émoi

Alors que quatre bateaux situés sur la rive droite du Bras de Marly (interdite) sont en attente d'une place depuis de nombreuses années et devaient être transférés rive gauche sur des stationnements nouvellement créés par VNF, la fureur a été grande de voir un bateau extérieur à la zone prendre possession d'une des places en "pirate". VNF se dit impuissant, mais risque de laisser se généraliser ce genre de pratique, en affirmant que les places nouvellement ouverte ne peuvent être nominativement attribuées. Autrement dit, la "lutte des places" pourrait être gagnée par le plus rapide ou le plus musclé !

Si ces comportements devaient se généraliser, pourrions nous continuer à partir en chantier en toute tranquillité pour un mois ou plus !

Rappelons, que normalement, VNF gère une liste d'attente de bateaux administrativement autorisables pour le bassin parisien, c'est à dire en possession : d'une immatriculation, d'un certificat de bateau (permis de navigation pour les motorisés, autorisation spéciale pour les non-motorisés), d'un plan de sondage, d'une assurance et d'une inscription sur cette liste d'attente.

Le bureau de l'ABBM

En province

VNF et la Province

Non contentes de démontrer leur incapacité à gérer correctement la facturation sur la région parisienne, VNF essaient d'imposer sans aucune concertation ni avec l'ADHF-F, ni avec les associations locales, une tarification qui n'a qu'un vague rapport avec celle qui a été appliquée à Paris (après plus d'un an de concertation), et surtout sans tenir compte des abattements pour permis de navigation ou équipements de zones.

A TOULOUSE

Trois mois de manifestation au moyen de banderoles, articles de presse locale, émission de télé locale, pétition, adhésion d'association de quartier, intervention en commission régionale, participation à des débats sur la voie d'eau, participation à la commission bateaux logements à Paris aux côtés de l'ADHF-F, courrier aux élus... ont décidé VNF à se préoccuper du problème et à accepter de rentrer dans un début de négociation.

A l'issue de deux réunions avec VNF (en présence de Monsieur Gadenne, directeur du développement et de Monsieur Stagliano, directeur régional), le président de l'ATUVE (représentant local de l'ADHF-F) est arrivé à faire admettre le principe d'abattements sur le tarif national car VNF ne veut pas modifier son nouveau tarif. La réunion de début avril avec VNF avait pour but de négocier les propositions du Président de l'ATUVE, à savoir l'application des coefficients de réduction de :

- 0,7 pour contexte urbain en arguant du fait que le bruit et l'environnement dégradé sont facteurs de nuisance

- 0,6 pour les bateaux au gabarit du canal du Midi (30 m) car ils sont un élément du patrimoine fluvial classé par l'UNESCO.

- 0,9 pour paiement annuel d'avance

Le cumul de ces abattements amenait à une stabilité du tarif.

Lors de la dernière assemblée générale de l'ATUVE, une partie des membres a souhaité changer de tactique et s'est engagée à négocier par la méthode dure : exiger de payer le tarif de 1994 : 17 F du ml/mois (en 97 : 20 F du ml/mois). Parallèlement une saisine du médiateur et une consultation juridique sont envisagées. VNF souhaite régler le problème avant fin avril sinon c'est son tarif qui s'appliquera. Aux dernières nouvelles, la réunion du mardi 31 mars avec VNF a été reportée à plus tard.

Contact du président de l'ATUVE

Damien FEGER
Péniche STRIJD OM BESTAAM
6 Capitainerie de Port-Sud
31520 RAMONVILLE SAINT AGNE
Tél : 05 61 73 24 98
Fax : 05 61 73 48 65
e.mail : damien.feger@ts.mms.fr

Ceci place dans la plupart des cas les zones de province dans une tranche de tarification pratiquement aussi élevée, voire plus élevée qu'à Paris.

Bien évidemment, ça rue dans les brancards, et VNF essaie de négocier zone par zone pour ne pas faire trop de vagues et pour essayer de diviser.

Nous publions ci-dessous, d'une part les tarifs provinces prévus par VNF, et d'autre part un compte rendu de l'association de Toulouse.

Nous conseillons aux autres "provinciaux" qui se trouvent ou vont se trouver dans ce genre de situation de joindre le président de Toulouse pour coordonner une action globale, ou l'ADHF-F pour faire remonter l'information au niveau national.

C.D.

Tarifs Paris avec tous les abattements

Equipement : - 25%
Permis de navigation : - 1,25

Paris centre	11,80
Paris extérieur	9,19
Paris périphérique	7,10
Proche banlieue	4,09
Banlieue	3,03
Grande banlieue	2,17

Tarifs province, pas d'abattements possible

Zone rurale	1,76
Petite ville : - de 15000 hab	2,64
Ville moyenne : de 15 à 50000 hab	3,96
Grande ville : + de 50000 hab	5,94
Grande agglomération	8,91